Réponse du Conseil administratif à l'interpellation écrite du 27 juin 2017 de M. Pierre Gauthier: «Compensation des places de parc supprimées en surface en cas de travaux de longue durée».

TEXTE DE L'INTERPELLATION

Des travaux de voirie et de génie civil importants dont la durée est estimée à quatorze mois ont commencé début juin 2017 dans les rues du Vuache, de Malatrex et Voltaire, toutes trois sises sur le territoire de la Ville de Genève.

Les riverains détenteurs de macarons de stationnement, déjà achetés pour l'année en cours, ont en conséquence vu l'offre de places de parc en surface diminuée drastiquement sans qu'aucune compensation ne leur soit proposée.

Ces riverains se sont adressés – sans succès jusqu'à ce jour – au service de la Ville de Genève qui coordonne ces travaux. Ce service municipal leur a suggéré d'intervenir soit auprès de la Direction générale des transports soit directement auprès de la Fondation des parkings. N'ayant pas l'habitude des contacts avec l'administration, ces riverains m'ont sollicité pour intervenir auprès de vous.

Ma question se décline donc en plusieurs sous-questions que je vous remercie d'avance de bien vouloir étudier.

1. Pourriez-vous intervenir auprès de la Fondation des parkings afin que cette dernière propose aux habitants des solutions transitoires de parking vu que l'offre des places de parc dans la zone de travaux a diminué drastiquement et que cette situation de pénurie va durer environ quatorze mois?
2. Notamment, pourriez-vous inciter la Fondation des parkings afin que les riverains puissent accéder aux parkings de surface ou en ouvrage au sein ou proches des zones touchées (soit les parkings Tilleuls, Seujet, Turrettini ou les places en surface des écoles Nicolas-Bouvier, Necker, HEAD-Vuache, collègue Voltaire, Hepia)?
3. Pour éviter de tels inconvénients aux riverains de travaux de voirie importants, ne serait-il pas nécessaire de mettre en place plusieurs mesures avant le début des chantiers?
 - Informer les riverains sur la nature et la durée du chantier avant le début de celui-ci.
 - Intervenir auprès des services compétents de l'Etat pour que les riverains puissent accéder à prix réduit aux parkings en ouvrage ou en surface de la zone touchée durant la durée des travaux.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

D'une manière générale, dans le cadre des travaux d'utilité publique que la Ville de Genève réalise sur son domaine public, les démarches utiles sont entreprises de manière systématique en vue, d'une part, de modifier le moins possible les conditions de stationnement et de circulation et, d'autre part, de raccourcir la durée d'intervention autant que possible. Cela a particulièrement été le cas dans le cadre des travaux sis rue du Vuache, rue de Malatrex et rue Voltaire.

Ainsi, pour chaque chantier, des discussions ont lieu avec la Direction générale des transports (DGT), autorité compétente en la matière. Puis des mesures d'information aux riverains sont mises en œuvre préalablement au démarrage des travaux.

Concernant des solutions transitoires de stationnement à proximité des chantiers, le département des constructions et de l'aménagement (DCA) a contacté la Fondation des parkings afin d'étudier avec elle les modalités précises d'une offre transitoire complémentaire de places de parc, pendant la durée de ceux-ci. La Fondation des parkings, dont le département de tutelle est le Département de l'environnement, des transports et de l'agriculture (DETA), nous a rappelé être liée à ce dernier par un contrat de prestations ne permettant pas de donner une suite favorable à une telle requête.

S'agissant de l'utilisation de parkings en ouvrage, seul celui réalisé récemment à la Jonction, sur le site de l'ancienne usine à gaz, est organisé de manière à permettre à des titulaires du macaron de la zone concernée un stationnement en ouvrage à prix préférentiel. La Fondation des parkings envisage de développer ce type d'offre à l'avenir. Toutefois, cette mesure ne concerne pas pour l'instant les parkings mentionnés dans cette interpellation, les bénéficiaires de macaron souhaitant stationner dans l'un d'eux devant s'acquitter du tarif normal.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

Le maire:
Rémy Pagani